

QUEL RÔLE POUR L'ÉGLISE ET LES ACTEURS POLITIQUES DANS LA MARCHÉ DU PEUPLE CROYANT DU CONGO ?

Philémon
MUAMBA
Mumbunda,
Professeur.
Docteur en Sciences
Politiques et
Administratives
Doyen de la
Faculté de Sciences
Politiques,
Université
Catholique du
Congo
philemonmuamba@
yahoo.fr

Introduction

Mutineries dans la Force Publique, rébellions dans le Kwilu et à l'est du pays, sécessions du Katanga et du Sud-Kasaï [...] rendent la RD Congo ingouvernable quelques jours après le 30 juin 1960. Du jour au lendemain, la RD Congo est plongée dans une crise politique sans lendemain. De table ronde en table ronde, de négociation en négociation, de dialogue en dialogue [...] le pays est toujours en polémiques, en causeries en vue de la paix, mais celle-ci reste un objectif difficilement atteignable depuis cette période malgré quelques moments d'accalmie. La crise est entendue dans ces pages comme « ce moment d'instabilité pathologique qui se caractérise par une rupture brutale de l'équilibre de la société, rupture s'effectuant en un temps explosif et se manifestant dans un contexte de violence, voire par la violence, ébranlant ainsi à la fois le pouvoir, l'ordre et la stratification sociale » (1).

C'est la situation du Congo indépendant. Et, cela suite aux querelles des politiciens pour le contrôle du pouvoir politique qui donne accès à tous les pouvoirs dans les autres champs de la société. *Cherchez le royaume politique et le reste vous sera donné de surcroît*, peut-on dire avec Kwame Nkrumah.

C'est ainsi que depuis les années 60, la crise au Congo/ Kinshasa est une permanence. Cette crise n'est pas l'œuvre principalement des Congolais ; ils sont assistés et aidés par les membres de la communauté internationale et les multinationales cherchant à faire plus de profit dans un *no man's land* ou dans un État faible sans se préoccuper de la situation sociale des Congolais.

1 ILUNGA Kabongo, « Crise politique. Concept et application à l'Afrique », in *Cahiers économiques et sociaux*, vol.III, n°3, Octobre 1965, p. 327.

La question de recherche et qui constitue notre préoccupation de l'heure est la suivante : quel est l'avenir du peuple croyant du Congo ? La seconde question peut être celle-ci : vers où les dirigeants conduisent-ils le peuple congolais ? D'emblée, la réponse est : nulle part ! Car l'avenir est sombre depuis plus de cinquante ans. En effet, malgré les discours optimistes des acteurs politiques sur l'avenir du pays, la croissance de plus de 7% depuis quelques années, le Congolais ordinaire a du mal à projeter son avenir. L'exemple immédiat est le processus électoral ou le dialogue voulu par le Chef de l'État. Il est difficile aujourd'hui de faire un pronostic sur les dates projectives en rapport avec ces deux événements malgré l'implication de la communauté internationale. Chaque acteur politique ayant son agenda, il est pratiquement impossible de les mettre d'accord.

Ainsi, depuis 1960, on est toujours en dialogue sans espoir de sortir de la crise, chaque dialogue renfermant les germes de son échec. De ce fait, l'avenir du peuple croyant congolais est incertain, et « la sortie du borbier, au vue de l'enlisement de la situation sur le terrain malgré la présence massive de la Mission des Nations Unies (MONUSCO), semble plus que jamais différée » ⁽²⁾.

Notre exposé est structuré autour de deux points : d'une part, les rôles des acteurs politiques et de l'Église dans la conduite du peuple de Dieu et d'autre part, l'avenir de la RD Congo en rapport avec le processus de développement.

Les rôles de l'Église et des acteurs politiques dans la conduite du peuple de Dieu

Selon l'étude sur la masculinité en RD Congo réalisée en 2015 par le Centre de Recherche Interdisciplinaire (CRI),

Tous les enquêté(e)s se disent croyants. Ce qui confirme la thèse de l'hyper-religiosité en RD Congo. Parmi les enquêtés, on constate une prédominance des chrétiens (90,2%) avec une présence remarquable des catholiques (29,1%). On note aussi la montée des Églises de réveil (28,2%) qui relègue en troisième position les protestants (23,3%). Les religions non chrétiennes représentent une minorité (9,8%) à la tête desquelles se trouvent les animistes ⁽³⁾.

Qu'il s'agisse des dirigeants ou des dirigés de la RD Congo, 90% de ces deux composantes du peuple sont chrétiens avec presque 30% de

2 Sylvie AYIMPAM, Philémon MUAMBA, Jean-Pierre MPIANA [...], *Étude sur la Masculinité en RD Congo*, Kinshasa, AGB, 2015, p. 99.

3 Sylvie AYIMPAM et Alii, *Étude sur la Masculinité en RD Congo* [...], p. 14.

catholiques. Ce qui devrait impliquer un comportement chrétien de la part de tous. Cependant, la réalité ne nous permet pas d'affirmer cela. Voilà pourquoi, l'Église a une grande responsabilité dans l'encadrement des acteurs politiques de la RD Congo et du peuple de Dieu.

En raison de la valeur publique de l'Évangile et de la foi et à cause des effets pervers de l'injustice, c'est-à-dire du péché, l'Église ne peut pas demeurer indifférente aux affaires sociales. Il appartient à l'Église d'annoncer en tout temps et en tout lieu les principes de la morale même en ce qui concerne l'ordre social, ainsi que de porter un jugement sur toute réalité humaine, dans la mesure où l'exigent les droits fondamentaux de la personne humaine ou le salut des âmes ⁽⁴⁾.

Partant de cet appel universel à la morale collective et à l'altruisme des acteurs politiques, nous allons déterminer le rôle de l'Église et des acteurs politiques dans la direction du peuple de Dieu.

À propos de l'Église,

Quand le magistère de l'Église intervient sur des questions inhérentes à la vie sociale et politique, il ne méconnaît pas les exigences d'une interprétation correcte de la laïcité, car il n'entend pas exercer un pouvoir politique ni supprimer la liberté d'opinion des catholiques sur des questions contingentes. Il veut au contraire, conformément à sa mission, éduquer et éclairer la conscience des fidèles, surtout de ceux qui se consacrent à la vie politique, afin que leur action reste toujours au service de la promotion intégrale de la personne et du bien commun. L'enseignement social de l'Église n'est pas une ingérence dans le gouvernement des pays. Il établit assurément un devoir moral de cohérence pour les fidèles laïcs, intérieur à leur conscience, qui est unique et une⁵.

Pourquoi l'Église doit-elle s'impliquer dans les activités politiques ? C'est parce qu'elle est une des institutions accomplissant un travail d'intérêt général dans toutes les sociétés à travers les paroisses, les écoles, les universités, les hôpitaux, les centres pour handicapés [...] pour ne citer que ceux-ci. Elle intervient dans ces domaines pour pallier à la carence ou aux difficultés de fonctionnement des services étatiques. Dans ces conditions, on ne peut pas lui interdire de parler et de faire de la politique. Et surtout, si faire de la politique concerne la définition des règles du champ politique, « c'est-à-dire l'Église a le droit de faire de la politique en s'attelant à la définition des règles du jeu politique,

4 Conseil pontifical Justice et Paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, Paris, CERF, 2005, p. 39.

5 Conseil pontifical Justice et Paix, *Idem*, p. 323.

notamment dans le domaine éthique et moral [...] »⁽⁶⁾. Car si les acteurs politiques étaient en mesure de résoudre toutes les questions sociales des dirigés, l'Église n'aurait aucune influence politique dans la société.

Par son enseignement social, l'Église entend annoncer et actualiser l'évangile au cœur du réseau complexe des relations sociales. Il ne s'agit pas simplement d'atteindre l'homme dans la société, l'homme en tant que destinataire de l'annonce de l'évangile, mais de féconder et fermenter la société entière par l'évangile. Prendre soin de l'homme signifie, par conséquent, pour l'Église, impliquer aussi la société, déterminer souvent la qualité de la vie et, par conséquent les conditions où chaque homme et chaque femme se comprennent et décident d'eux-mêmes et de leur vocation. Voilà pourquoi l'Église n'est indifférente à rien de ce qui, dans la société, se choisit, se reproduit et se vit, à la qualité morale, c'est-à-dire authentiquement humaine et humanisante, de la vie sociale. La société et avec elle, la politique, l'économie, le travail, le droit et la culture ne constituent pas un milieu purement séculier et mondain, et donc marginal et étranger par ce qui s'y réalise, concernant l'homme. C'est la société des hommes, qui sont la première route et la route fondamentale de l'Église⁽⁷⁾.

Considérée sous cet angle, l'Église a totalement le droit d'intervenir dans le débat public concernant la vie de l'homme et de la femme en société. Tout ceci doit se faire toujours à la lumière de l'évangile. Certains diront : à César, ce qui est à César ; et à Dieu, ce qui est à Dieu ! Donc, l'Église doit être neutre et s'abstenir d'interventionnisme en politique ! Sauf que l'Église a la « compétence qui lui vient de l'évangile : du message de libération de l'homme annoncé et témoigné par le Fils de Dieu fait homme »⁸. À ce propos, Mgr Monsengwo ajoute : « L'Église est effectivement neutre par rapport aux systèmes politiques en tant que tels. Ce qui ne signifie absolument pas que l'Église doit fermer les yeux sur des systèmes politiques qui véhiculent ou préconisent des antivaleurs sur lesquelles ils veulent fonder toute une société. Elle ne peut pas être neutre dans ce cas, parce qu'elle opérerait pour le mal »⁹. Voilà pourquoi l'Église a l'obligation de former le peuple de Dieu à travers l'évangile à faire des choix politiques conformes à la parole de Dieu. Elle doit apprendre à celui-ci à savoir dire non quand les orientations politiques sont en contradiction avec la parole du fils de Dieu fait homme. Car, il n'existe pas deux vies, la vie est unique.

6 Godé IWELE, *Mgr Mosengwo, Acteur et témoin de l'histoire*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1995, p. 63.

7 Conseil pontifical justice et paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, Paris, CERF, 2005, p. 34.

8 Conseil pontifical justice et paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, p. 37.

9 Godé IWELE, *Mgr Mosengwo, Acteur et témoin de l'histoire*, p. 102.

Ainsi, le comportement du peuple de Dieu doit être le même quand on exerce une fonction politique ou quand on est un simple huissier ou un simple enseignant. Un enfant de Dieu ne doit pas avoir une double vie. « Cela sera possible si les fidèles laïcs savent surmonter en eux-mêmes la rupture entre l'évangile et la vie, en sachant créer dans leur activité de chaque jour, en famille, au travail, en société, l'unité d'une vie qui trouve dans l'évangile inspiration et force de pleine réalisation »¹⁰. Pour ce faire, l'Église a l'obligation de donner un bon enseignement à ses ouailles. Malgré la liberté laissée à l'homme de faire le choix entre le bien et le mal, l'Église doit insister sur le bien à faire car synonyme du salut éternel. Et, l'Église doit condamner les actes répréhensibles.

C'est pourquoi en matière de choix politique ou d'adhésion à un parti politique, l'Église recommande au peuple de Dieu d'

effectuer un choix cohérent avec les valeurs, en tenant compte des circonstances effectives. En tout cas, tout choix doit être enraciné dans la charité et tendre à la recherche du bien commun. Les requêtes de la foi chrétienne sont difficilement repérables dans un unique groupement politique : prétendre qu'un parti ou une mouvance politique correspond complètement aux exigences de la foi et de la vie chrétienne engendre de dangereuses équivoques. Le chrétien ne peut pas trouver un parti qui correspond pleinement aux exigences éthiques qui naissent de la foi et de l'appartenance à l'Église : son adhésion à une formation politique ne sera jamais idéologique, mais toujours critique, afin que le parti et son projet politique soient encouragés à créer les conditions propices à la réalisation du véritable bien commun, y compris la fin spirituelle de l'homme¹¹.

À cet effet, l'Église devrait interpeller ses fils et filles qui sont acteurs dans le champ politique sur leurs agissements dans la conduite de la société à travers son enseignement quotidien. On ne peut pas comprendre que plusieurs acteurs politiques se revendiquent d'être catholiques et/ou chrétiens, et que le pays soit là où il est aujourd'hui. C'est qu'il y a incohérence et incompatibilité entre discours et actes des acteurs politiques congolais catholiques et/ou chrétiens. Ils ne sont pas le levain de la terre, ni lumière et sel du monde. Or, « c'est en unissant sa souffrance pour la vérité et la liberté à celle du Christ en Croix que l'homme peut accomplir le miracle de la paix et est capable de découvrir le sentier souvent étroit entre la lâcheté qui cède au mal et la violence qui, croyant le combattre, l'aggrave »¹². Voilà pourquoi l'Église doit

10 Alvaro DEL PORTILLO, *Sel, lumière et ferment*, Kinshasa, Édition Ebale, 1998, p. 30-31.

11 Conseil pontifical justice et paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, p. 324.

12 JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, Kinshasa, Édition Saint Paul Afrique, 1991, p. 49.

encourager les rencontres entre les acteurs politiques catholiques entre eux en vue de partager les idées, discuter sur le devenir du pays et la gestion de la chose publique, comme le souligne le Conseil pontifical justice et paix :

Les choix du parti, de la coalition, des personnes à qui confier la vie politique, bien qu'engageant la conscience individuelle, ne pourront pas de toute façon être un choix exclusivement individuel. Il revient aux communautés chrétiennes d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière de l'évangile, de puiser des principes de réflexion, des normes de jugement et des directives d'action dans l'enseignement social de l'Église. En tout cas, personne n'a le droit de revendiquer d'une manière exclusive pour son opinion l'autorité de l'Église. Il faut plutôt que les croyants cherchent à s'éclairer mutuellement, qu'ils gardent entre eux la charité et qu'ils aient avant tout le souci du bien commun [...]¹³.

Car

Les actions et les comportements contraires à la volonté de Dieu et au bien du prochain et les structures qu'ils induisent semblent aujourd'hui être de deux sortes : d'une part, la soif du pouvoir dans le but d'imposer aux autres sa volonté. Pour mieux définir chacune des attitudes, on peut leur accoler l'expression à tout prix. Ceux qui exercent des responsabilités politiques ne doivent pas oublier ou sous-évaluer la dimension morale de la représentation, qui consiste dans l'engagement à partager le sort du peuple et à chercher la solution des problèmes sociaux. Dans cette perspective, autorité responsable signifie aussi autorité exercée en faisant appel aux vertus qui favorisent la pratique du pouvoir dans un esprit de service[...] Une autorité exercée par des personnes capables d'assumer de façon authentique le bien commun comme finalité de leurs propres actions, et non pas le prestige ou l'obtention d'avantages personnels¹⁴.

Seulement, en observant le champ politique congolais, on est tenté de dire que le prestige et l'obtention d'avantages personnels l'emportent sur le bien collectif malgré les appels répétés de l'Église et la formation qu'elle donne à ses acteurs politiques quotidiennement. On peut même dire que l'Église n'a pas joué son rôle d'encadreuse et d'enseignante de la morale auprès des acteurs politiques congolais au vu des résultats et de l'image que renvoient ces derniers au sein de la population.

13 Conseil pontifical justice et paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, p. 324.

14 Conseil pontifical justice et paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, pp. 230-231.

Concernant les acteurs politiques

Ilunga Kabongo estime qu'il,

Prévaut une double voie possible en vue du développement de la société : la voie politique et la voie éthique. La voie politique passe par l'existence d'une véritable classe hégémonique, altruiste et éclairée à la tête de l'État, un État fondé sur des institutions et pas seulement gravitant autour des personnalités si admirable que soit leur génie politique ou si grand que soit leur charme personnel. Par ailleurs, elle exige d'eux la crédibilité et le verbe, ainsi que le sens d'organisation et la maîtrise des arcanes de la stratégie politique, de manière à mobiliser et à mettre au travail un peuple qui ne demande qu'à être encadré. [...] Et, la voie éthique postule le changement radical du système des valeurs. Ce qui implique l'intériorisation dans la pratique courante de la société, au niveau des individus comme des groupes qui la composent, de la sagesse de tous les peuples respectueux de la morale¹⁵.

Au vu de la réalité congolaise, a-t-on une telle classe politique ? La suite de notre propos nous donnera la réponse.

Noël Obotela pour sa part, fait le constat suivant concernant les acteurs politiques post-indépendance :

Le pays manque de dirigeants valables, d'hommes à compétence éprouvée, de véritables gestionnaires. Pourtant, et contrairement aux premières années de l'indépendance, la RD Congo compte aujourd'hui des milliers de cadres diplômés d'universités ou de grandes écoles. (Et) à chaque phase de son évolution, le peuple s'attend souvent à un changement tant d'hommes que de la méthode de gestion. Ce peuple a vibré au rythme d'« indépendance tcha tcha ». Il a dansé et louangé sous le régime du Parti-État. Il a cru à la souveraineté avec la conférence nationale. Il s'est dit « libéré » avec l'AFDL. Son sort a été scellé par d'autres en Afrique du Sud. Jusque-là le changement n'a pas montré le bout de son nez. On a repris les mêmes pour recommencer¹⁶ !

Si tels sont les postulats pour le champ politique congolais, par quoi peut-on expliquer un tel comportement des acteurs politiques congolais ?

Le président Mobutu pense que c'est « à cause de la psychologie et de l'action d'une certaine bourgeoisie « congolaise » qui veut s'enrichir sans travailler, consommer sans produire, diriger sans être contrôlée,

15 Kankwenda MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, Kinshasa, ICREDES, 2007, pp. 49-50.

16 Noël OBOTELA Rashidi, « Profil des dirigeants politiques de la troisième république », in *Congo-Afrique* (février-mars 2006), n° 402-403, p. 52.

bref, remplacer les colonisateurs sans « coloniser », c'est-à-dire, organiser, travailler avec acharnement, dévouement, compétence et méthode pour transformer notre belle terre du « zaïre » en un paradis pour tous »⁽¹⁷⁾. C'est ainsi que Noël Obotela conclut que « des dirigeants pour la république sont encore à rechercher avec une lampe comme Diogène ! Cette chasse aux gestionnaires est confrontée à de multiples difficultés liées surtout aux comportements des hommes »⁽¹⁸⁾. Et, Ilunga Kabongo ajoute

Le mal « congolais » est une crise d'hommes, une crise de la classe politique. Les règles formelles régulant le jeu politique ne sont pas respectées quand elles ne sont pas simplement absentes. Il s'ensuit sur le plan social une anomie. Il n'y a ni sanctions positives, ni négatives. La société congolaise d'alors (et ceci est valable aujourd'hui) est acéphalique, et caractérisée par des rapports de violence, la lutte pour la survie, la lutte de ceux qui mangent avec ceux qui ont faim, la lutte de ceux qui mangent moins avec ceux qui mangent plus. Sur le plan culturel, la religion devient l'opium du peuple et un moyen de survie pour les pasteurs avec une ou des Églises sur chaque avenue de la capitale⁽¹⁹⁾.

Partant des éléments ci-haut cités, nous pouvons affirmer que les acteurs politiques ont échoué dans la conduite du peuple de Dieu vers son développement intégral.

2. La place de la RD Congo sur le chemin du développement

La RD Congo appartient au cercle très fermé de Pays pauvres très endettés (PPTE) ; tel est la « place d'honneur » occupée par le pays après 56 ans d'indépendance. C'est ainsi qu'« en lieu et place d'une vision ou d'une économie politique de développement, s'est installée et institutionnalisée et organisée, et ce depuis le régime léopoldien jusqu'à ce jour, passant par les modes de prédation coloniale, mobutiste et kabiliste »⁽²⁰⁾ une économie de prédation basée sur l'enrichissement personnel avec l'aide si possible de la famille d'abord, ensuite des autres.

Lors des négociations avec les Belges pour l'indépendance, le ton était donné, les acteurs politiques congolais de première catégorie avaient boycotté la table ronde économique intervenue après celle

17 J-D. MOBUTU, *Discours, allocutions et messages*, Tome 1, Paris, Édition Jaguar, 1975, p. 161.

18 Noël OBOTELA Rashidi, « Profil des dirigeants politiques de la troisième république », in *Congo-Afrique* (février-mars 2006), n° 402-403, p. 54.

19 Kankwenda MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, p. 80.

20 Kankwenda MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, p. 136.

consacrée à la politique. Or, c'est à la table ronde économique que le sort du Congo a été scellé pour sa descente dans les méandres du sous-développement avec le pillage du portefeuille du nouvel État. Mais après l'euphorie de l'indépendance *Tcha-Tcha* suite à la mutinerie de la Force publique, les sécessions du Sud-Kasaï et du Katanga, la rébellion de Mulele et ce qui s'en suivra dans ce qui deviendra jusqu'à ce jour le ventre mou du pays, c'est-à-dire le grand Kivu, les acteurs congolais se rendirent compte de l'impossibilité de gouverner sans portefeuille. Ce qui explique le maigre résultat des acteurs de la première république quant au processus du développement. Ils ont consacré l'essentiel du temps à résoudre la crise politique à travers les dialogues sans issue. Donc, « il n'y avait ni vision de développement, ni politique et programme de développement. Ce dernier était simplement absent des préoccupations des dirigeants [...] »²¹. Ce qui permettra à Mobutu de faire son deuxième coup d'État soi-disant pour mettre fin à la cacophonie politique et à la gabegie financière.

Et, « durant les premières années de la deuxième république, de 1965 à 1972, l'Église avait nettement pris parti pour le régime Mobutu. Et pour cause : du temps des rébellions, religieuses et missionnaires avaient été sauvagement massacrés ; les missions, considérées comme relevant de l'ordre colonial, avaient été détruites. L'arrivée au pouvoir de Mobutu, se proclamant catholique fervent, fut bien accueillie par l'Église »²².

Ces noces ne dureront pas longtemps suite aux vellétés hégémoniques de Mobutu voulant devenir le nouveau messie des Congolais. Les propos d'Engulu repris dans l'ouvrage de Mgr Monsengwo sont assez clairs sur les ambitions de l'homme de Kawele :

Dans toute religion et de tout temps il y a des prophètes. Pourquoi n'y en aurait-il plus aujourd'hui ? Dieu a envoyé un grand prophète : c'est notre guide prestigieux Mobutu Sese Seko. Ce prophète nous secoue de notre torpeur, il nous a délivrés de notre aliénation mentale. Il nous apprend à nous aimer les uns les autres. Ce prophète est notre libérateur, notre Messie. Celui qui est venu faire toute chose nouvelle au Zaïre. Jésus est le prophète des juifs, il est mort. Le Christ ne vit plus. Lui, il se dit Dieu. Mobutu n'est pas Dieu, il ne se dit pas Dieu, il mourra aussi. Mais il conduit son peuple vers une meilleure vie. Comment ne pas honorer, vénérer celui qui fonde la nouvelle église du Zaïre ? Notre église est le mouvement populaire de la révolution. Notre chef est Mobutu. Nous le respectons comme on respecte le pape.

21 Kankwenda MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, p. 144.

22 Colette BRAECKMAN, *Le dinosaure, Le Zaïre de Mobutu*, Paris, Fayard, 1992, p. 176.

Notre loi est l'authenticité. C'est par là que notre chef se distingue des autres. Notre évangile, c'est le mobutisme, le manifeste de la N'sele [...] Que vient faire le crucifix dans nos édifices publics ? Il doit être remplacé par l'image de notre messie. Et les militants auront à cœur de placer à ses côtés sa mère glorieuse : mama Yemo. Celle qui donne le jour à un tel fils. La Sainte vierge était aussi honorée comme mère du prophète Jésus²³.

Après la fuite du messie en mai 1997, Engulu pouvait-il tenir encore un tel discours ? Il est encore sénateur de la république aujourd'hui ! Seulement, cette manière de penser et de concevoir la vie politique à travers un homme devenu dieu pour certains a été à la base du divorce entre l'Église et l'État congolais. Mais aussi à la base du sous-développement de l'État congolais car le patrimonialisme est devenu son mode de fonctionnement. La caisse de l'État est confondue avec la poche du dirigeant. L'individu est devenu Dieu avec pleins pouvoirs sur tout ce qui respire. Tout est fait et réalisé au nom du président fondateur ou au leadership clairvoyant de l'autorité morale. Ainsi, il n'y a pas de différence entre biens privés et biens publics. Tout appartient au chef. L'État, c'est lui. Mais de quel État s'agit-il ? Un État fantôme, apparaissant là où il n'est pas attendu, et disparaissant là où il est attendu en urgence²⁴.

Ainsi, pendant la deuxième république, tout a été organisé pour la gloire du maréchal du Zaïre. Devant la montée des prix des matières premières, et voulant construire le Congo à l'image de la Belgique, le président Mobutu voulut avoir aussi ses 300 familles riches. Un rêve qui le conduisit à la nationalisation des entreprises et à la zaïrianisation des biens privés. Mais, moins de deux ans après ces mesures politiques maladroites, la chute de l'économie liée aussi en partie à la crise mondiale a été brutale. C'est ainsi que

La rétrocession d'un bon nombre d'entreprises zaïrianisées et ou radicalisées à certains de leurs propriétaires était déjà la reconnaissance de l'échec non pas seulement des mesures elles-mêmes, mais aussi de l'ensemble de la politique de gestion postcoloniale de l'économie suivie jusque-là. La chute des cours des matières premières, les problèmes de balance des paiements et l'épuisement des réserves de change, l'arrêt de la vague d'investissements, le poids de la dette, les tendances baissières des recettes de l'État, la rupture des équilibres macro-économiques et financiers, l'inflation et la décroissance économique, tout cela montra au gouvernement qu'il avait conduit sans boussole [...] »²⁵.

23 Godé IWELE, *Mgr Mosengwo, Acteur et témoin de l'histoire*, p. 108.

24 Philémon MUAMBA Mumbunda, *Géopolitique identitaire en RDC Cas de l'identité kasaïenne*, Paris, L'Harmattan, 2010.

25 Kankwenda MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, p. 146.

Alors, sommes-nous loin de la même situation aujourd'hui ? Les acteurs politiques d'aujourd'hui doivent savoir lire les signes de temps et rectifier le tir. D'une crise économique, elle deviendra totale avec l'impunité établie en termes de normes de gestion. Et, « ne pouvant plus assécher les ressources d'un État moribond et asphyxié, la classe au pouvoir s'est lancée dans divers trafics, la production de la fausse monnaie, le blanchissement de l'argent sale [...] »²⁶. C'est pourquoi d'« auxiliaire de l'autorité coloniale qu'elle était, et malgré ses contradictions, l'Église représente en revanche un contre-pouvoir prêt à relever le défi de la démocratie (sous différents régimes postcoloniaux) »²⁷.

Voilà pourquoi son mémorandum en 1990 a eu l'effet d'une bombe et a fait d'elle le point d'ancrage à la conférence nationale en vue de la relecture de l'histoire du Congo. Pour Colette Braeckman « l'échec de la conférence nationale, les populations démobilisées [...] se sont réfugiées dans des groupes de prière soutenus par le pouvoir afin de noyer dans la ferveur religieuse les souffrances nées de la crise économique, et les sectes charismatiques ont encouragé cette fuite dans l'au-delà »²⁸. Ainsi de nos jours, la religion est presque devenue l'opium du peuple. Seulement, à la place d'enseigner l'amour de Dieu et de prêcher la repentance pour le salut de tous, ces nouveaux riches de la bible ne parlent que du statu quo avec les acteurs politiques car tout pouvoir, clament-ils, vient de Dieu. Mais personne ne pose la question de savoir de quel Dieu il s'agit ? Car les Baals aussi étaient des dieux ! Et ce pouvoir qui vient de Dieu, comment doit-il être exercé, pour qui on l'exerce et pour quel résultat ? À ces questions, il n'y a pas de réponse, sauf qu'on veut y rester le plus longtemps possible, même si toute la population venait à mourir. Les Kinois traduisent cela depuis un certain temps par le slogan suivant, *wumela* (demeure plus longtemps).

La période allant de 1997 à 2006 est qualifiée par Kankwenda Mbaya de dérive totalitaire.

Le nouveau gouvernement, dans un vocabulaire gauchissant mal articulé et sans doute aussi mal assimilé par ses propres membres, lança quatre initiatives de manière concomitante : le programme d'urgence pour la reconstruction nationale, d'une durée d'un an (Ministère des finances), le plan ou programme triennal minimum (Ministère du plan), le plan national de reconstruction (Ministère de la reconstruction nationale), et le plan de relance de l'économie congolaise (Ministère de l'économie). Non seulement ces quatre documents en préparation

26 Colette BRAECKMAN, *Terreur Africaine [...]*, Paris, Fayard, 1996, p. 121.

27 Colette BRAECKMAN, *Terreur Africaine [...]*, p. 49.

28 Colette BRAECKMAN, *Terreur Africaine [...]*, p. 58.

n'avaient pas de rapports entre eux et ne répondaient d'aucune vision cohérente préalablement définie, mais ils étaient destinés aux mêmes bailleurs de fonds pour quémander leur financement. Aucun de ces documents n'a vu le début de son exécution, même si certains d'entre eux ont été à des niveaux différents de préparation [...] (Tandis que) le pouvoir s'affirma plus personnalisé encore, plus mobutiste que celui de Mobutu, et il s'avéra que ce dernier était en réalité sa référence et sa source d'inspiration. Il ne tarda pas à y puiser ses conseillers [...] C'est donc le même régime de prédation qui est là, avec la même attitude absente sur les questions de développement [...] Cependant, la situation de guerre, par définition, absorbe l'attention et l'énergie de tout gouvernement responsable et de manière prioritaire. Mais ceci n'est pas une excuse suffisante pour ne rien faire du tout en ce qui concerne les conditions de vie du peuple congolais ne fût-ce qu'en territoire contrôlé par le gouvernement et plus tard pour l'ensemble du pays après la mise en place des institutions de la transition [...] On comprend que la crise et la descente aux enfers continuent pour les populations congolaises²⁹.

Après les élections de 2006 considérées par certains comme passables et celles chaotiques de 2011, le gouvernement Matata torpille les oreilles des Congolais avec la croissance de plus de 7% depuis plus de quatre ans, croissance portée par la vente des minerais. La recherche d'un nouveau souffle par la Chine a fait gripper la machine, et tout est justifié aujourd'hui par les mauvais prix des matières premières à l'exportation pour ne plus être en mesure d'organiser même les élections pour les gouverneurs des provinces avant que le comptable du ministère des affaires étrangères ne puisse disparaître avec une grosse somme et que la liste des emprunts du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) par les acteurs politiques ne soit divulguée, pour qu'on change de discours. Et, dans tout cela, la réalité du panier de la ménagère est toute autre. La gratuité de l'enseignement est demeurée un slogan. Si le professeur d'université, le magistrat et le médecin ont vu leur salaire augmenté dans une certaine mesure après plusieurs grèves, les salaires des autres catégories de fonctionnaires sont restés inchangés depuis des années.

La RD Congo était 176^e sur 188 pays classés en 2015 pour l'indice de développement humain du PNUD. Les provinces comme le Kasai Oriental, Kabinda, Sankuru, Kasai central, Tshuapa, Lomami, Bas-Uélé, Haut-Uélé, Tshopo [...] sont des trous noirs sans espoir de développement. Comment penser développement quand l'électricité et l'eau pour la majorité des Congolais constituent des produits de luxe ?

29 Kankwenda MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, pp. 149-151.

Si à Kinshasa et à Lubumbashi, on parle de *Transco* et *Esprit de vie*³⁰, les autres provinces voient la moto et le vélo comme des instruments de réussite sociale. Dans ces conditions, il est difficile de parler du processus de développement en RD Congo car tout ce qui est fait, c'est pour la production minière dont les retombées financières sont investies dans les immeubles des particuliers. Le scandale du FPI en est le témoin privilégié. C'est ainsi que certains Congolais estiment que *Bukanga Lonzo* (parc agro-industriel) est la poudre aux yeux comme l'a été DAIPN sous le président Mobutu ; c'est-à-dire un investissement de prestige pour les visiteurs étrangers.

Ailleurs, l'enseignement est un secteur stratégique, mais en RD Congo, les écoles, les instituts supérieurs et les universités sont comparables aux boutiques et églises soi-disant de réveil. Peu de personnes au gouvernement se soucient de la qualité de l'enseignement dispensé dans ces établissements et de la qualité des enseignants. Le Congolais moyen explique ce désintéressement des politiques du secteur de l'éducation nationale du fait que les enfants de la majorité de nos dirigeants vivent et étudient à l'étranger. Toute la république a moins de 2500 docteurs à thèse pour le secteur universitaire qui compte plus de 2000 institutions publiques et privées, c'est-à-dire chaque professeur a son université. Comment peut-on comprendre cela ? S'agit-il d'une mort programmée du pays à travers un enseignement au rabais sans possibilité d'éveiller les consciences ? Comme disait le colonisateur : pas d'élite, pas d'ennuis !

Comment l'État peut ne pas donner des subsides à l'Université Catholique du Congo, à l'Université Protestante du Congo, à l'Institut supérieur d'informatique, programmation et analyse, à l'Université Libre de Kinshasa, à l'Université Révérend KIM [...] pour ne citer que ces exemples ? Mais au même moment, des ministres, des députés, des sénateurs possèdent une université ou un institut supérieur public dans leur territoire !

Les programmes d'enseignements ne sont plus adaptés aux nouveaux métiers nés de la mondialisation et de nouvelles technologies. Ce constat amère montre que l'État congolais doit investir énormément d'argent dans le secteur de l'éducation s'il espère des résultats à la hauteur des ambitions de développement déclamées souvent dans les discours officiels.

Sans cela, le processus de développement se limitera à des affiches comme celle des TGV et autres merveilles visibles sur les pancartes des

30 *Transco* est la nouvelle société des transports en commun. *Esprit de vie* est le nom donné aux nouveaux mini-bus assurant le transport commun à Kinshasa.

publicités à travers les boulevards de Kinshasa pendant la campagne électorale de 2011, et qui ont vite disparu sans que cela ne devienne une réalité. Quand Lumumba s'était enfui en 1960 vers Stanleyville, c'était dans une petite voiture. Peut-on aujourd'hui rééditer la même tentative ? Entre Isiro et Kisangani, moins de 500 km, il faut passer plus d'un mois sur la route, et cela depuis plus de 20 ans. Alors comment parler du processus de développement quand la route qui est un moyen de communication et de lien entre les peuples n'est pas une priorité gouvernementale ? Chaque année, le budget de l'État congolais ressemble à un « copié-collé » selon certains analystes financiers.

Les acteurs politiques doivent se poser des questions sur ce qu'ils ont fait du pays après 55 ans d'indépendance. Dans 25 ans, les Congolais se seront gérés eux-mêmes pour une durée équivalente à celle des Belges pendant la colonisation ; quel bilan de développement sera présenté par les acteurs politiques congolais ? Pour Schultz, il n'y a de richesse que l'homme. C'est ainsi que nous estimons que les femmes et les hommes appelés à travailler en RD Congo pour son développement doivent être d'une grande valeur intellectuelle, technique et éthique en vue du progrès du pays. Que les acteurs politiques puissent prendre des mesures à ce niveau. Tous les acteurs politiques veulent devenir aujourd'hui des Professeurs d'universités, non pas parce qu'ils aiment l'enseignement, mais pour le prestige. Seulement, ils risquent de vite déchanter quand ils ne seront plus au pouvoir et devront vivre du salaire d'enseignant.

Conclusion

Il n'y a pas une seule solution, ni un seul chemin pour mettre fin à la misère du peuple congolais. Il y a plusieurs solutions selon les points de vue des spécialistes du développement. Cependant, deux fins sont importantes à nos yeux pour que les autres solutions trouvent un bon terrain d'application. Il s'agit de : la sanction, c'est-à-dire la justice, et cela à tous les niveaux ; et du travail.

Gandhi déclarait : « l'Inde ne sera jamais une puissance sans la justice ! » Et Mobutu concluait à propos du mal zaïrois : « face à tous ces maux, il faut reconnaître que, trop souvent, l'État et le parti n'ont toujours pas réussi à décourager les mauvais, ni à encourager les bons. » Donc, la sanction n'était pas à l'ordre du jour dans le champ politique congolais. D'où la nécessité de réhabiliter l'ordre judiciaire. Mais cela ne peut se faire qu'avec une société civile forte, capable de dénoncer les

méfais de la société et surtout des acteurs politiques. Sans la sanction, c'est la loi du plus fort qui triomphe. Et là, on est dans une jungle, et non dans un pays. Malgré la nomination d'un Conseiller spécial en matière de bonne gouvernance auprès du chef de l'État, les *Kuluna*³¹ en cravates ne sont pas inquiétés, alors que les portes des prisons devraient rester grandement ouvertes pour eux. Dans l'entre-temps, les menus fretins continuent d'y aller à l'instar des jeunes de la *Lucha* au seul motif d'avoir revendiqué le respect de la Constitution.

Ce comportement amène Mgr Monsengwo à parler de la chosification du peuple congolais ; c'est-à-dire « un peuple à qui on a enlevé toute sa dignité humaine et dont on se sert comme d'une chose, afin d'atteindre ses propres objectifs, fussent-ils bas [...] Cette assertion exprime la réalité de ce qu'a vécu et continue de vivre notre peuple : un peuple chosifié »³².

Ainsi, la justice nous paraît être une des solutions aux problèmes de la RD Congo. Sans elle, c'est l'arbitraire. Mais elle ne peut voir le jour qu'avec la volonté politique des acteurs. Or, tous courent frénétiquement derrière les biens matériels, et prennent toujours des mesures injustes pour justifier leurs actes. Ce qui rend la tâche difficile mais non impossible. L'Église ne doit pas se décourager, elle doit continuer à enseigner à faire le bien, surtout auprès de simples fidèles pour qu'ils soient en mesure de sanctionner, lors des élections, les mauvais acteurs politiques. « L'Église doit préparer une nouvelle classe politique (car) la loi du moindre effort et le nivellement par le bas sont devenus le contexte général du pouvoir au Congo »³³.

Le peuple doit savoir rejeter ces oppresseurs, et non aller les applaudir lors des meetings d'où sortent seulement des mensonges et des injures à l'endroit de ceux qui pensent autrement. Il faut que celui qui dirige mal se rende compte de son mauvais comportement à travers une sanction négative du fait que les acteurs politiques congolais ne s'intéressent qu'au pouvoir « sans regarder au-delà, c'est-à-dire à la finalité du pouvoir, à savoir le bonheur du peuple »³⁴.

La redevabilité doit être le nouveau crédo de l'enseignement de l'Église. Les acteurs politiques doivent savoir rendre compte de leur gestion. Le peuple doit apprendre à demander des comptes aux acteurs politiques. Il faut moraliser la vie politique pour espérer voir le bout du tunnel des souffrances des congolais.

31 Terme lingala désignant les délinquants à Kinshasa.

32 Godé IWELE, *Mgr Mosengwo, Acteur et témoin de l'histoire*, pp. 156-157.

33 Godé IWELE, *Mgr Mosengwo, Acteur et témoin de l'histoire*, p. 193.

34 Godé IWELE, *Mgr Mosengwo, Acteur et témoin de l'histoire*, p. 191.

Ceci n'est possible que si le travail devient le cheval de bataille du peuple congolais et de sa classe dirigeante. Mobutu déclarait à propos du mal zaïrois : ils veulent s'enrichir sans travailler [...]. D'où la maxime kinoise : *chance eloko pamba* (la chance est à la portée de tous). Sans travailler on peut réussir sa vie pourvu que la chance soit avec vous ! Dans ces conditions, oublions le développement.

Or, Saint Josémariam considère le travail comme un chemin de sainteté pour l'homme. Pour lui,

Le travail est l'inévitable compagnon de la vie de l'homme sur terre. Il s'accompagne d'effort, de lassitude, de fatigue, manifestation de la douleur et de la lutte, qui font partie de notre vie présente [...] Le travail, tout travail est un témoignage de la dignité de l'homme et de son emprise sur la création. C'est une occasion de perfectionner sa personnalité. C'est un lien qui nous unit aux autres êtres, une source de revenus pour assurer la subsistance de sa famille, un moyen de contribuer à l'amélioration de la société et du progrès de l'humanité tout entière [...] Le travail n'est pas seulement le cadre de la vie de l'homme, mais un moyen et un chemin de sainteté, une réalité qui sanctifie et que l'on doit sanctifier³⁵.

D'où la nécessité et l'urgence de mettre le peuple congolais au travail. Mais cela doit passer par l'exemple. Seulement, nos acteurs politiques donnent l'impression de ne pas travailler. Un exemple banal mais significatif est celui relatif à l'inauguration des passerelles à Limete : on aurait l'impression que l'ensemble du gouvernement s'y était donné rendez-vous ! Ailleurs, c'est le bourgmestre ou, dans une certaine mesure, le gouverneur de la ville qui s'occuperait de cette activité. Mais comme on travaille peu, et qu'il y a très peu d'investissement, chaque occasion de s'afficher devant les caméras est une lutte symbolique dans le champ du pouvoir. Cela s'est confirmé aussi avec l'acquisition d'un avion Bombardier de Congo Airways. Tout le gouvernement, en commençant par le Premier ministre, était présent à la démonstration. Tous louaient la vision du Président. Mais que devraient dire l'Éthiopie, le Kenya, l'Afrique du Sud [...] dans ce domaine précis en Afrique, avec une flotte plus importante ?

Commençons par travailler, et reconnaissons les mérites des meilleurs d'entre nous, et la suite sera meilleure. Aucun État ne s'est développé en chantant et en dansant. N'oublions pas la fable de *La cigale et la fourmi*. La justice et le travail sont les deux conditions à remplir pour que le pays prenne son envol et non avec des slogans

35 Saint JOSÉMARIA, *Quand le Christ passe*, Paris, Le Laurier, 2009, pp. 97-98.

du genre « cinq chantiers » que personne ne sait évaluer à ce jour car aucune statistique n'existe. Combien d'infrastructures dans tel chantier devaient être construites, dans combien de temps, et par combien de travailleurs, pour quel montant [...] ? Ainsi, aujourd'hui, on pouvait évaluer ce qui a été réalisé et discuter des résultats. Seulement, de « cinq chantiers », on est passé à la « révolution de la modernité » sans transition ! Travaillons d'abord !

Terminons par la responsabilité des acteurs de l'Église. Si le peuple de Dieu est composé des fidèles ordinaires, ce sont les Évêques qui en sont la tête visible à travers la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). L'on peut déplorer que sur certaines questions importantes de la société, la CENCO se montre divisée et n'arrive pas à donner un message clair en vue d'éclairer la lanterne des fidèles. La mise en place de la CENI pour le processus électoral de 2016 en est une illustration.

Il est temps que la CENCO revienne aux bonnes habitudes en dénonçant les dérives dans la gouvernance du pays à travers des documents historiques. C'est ainsi que la société prendra un autre chemin. Chacun doit s'assumer, en commençant par le peuple lui-même au nom duquel tous parlent mais sans tenir compte de sa parole car, dit-on, facile à corrompre ! Lénine disait : un peuple en colère est plus qu'une bombe atomique ! ■